

Monsieur Simon Jolin-Barrette  
Leader parlementaire du gouvernement  
Cabinet du leader parlementaire  
du gouvernement  
Édifice Pamphile-Le May  
1<sup>er</sup> étage, bureau 1.39  
1035, rue des Parlementaires  
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Le 5 juin 2019, la députée de Saint-François déposait une pétition adressée à l'Assemblée nationale demandant :

- Un meilleur soutien gouvernemental aux petites résidences privées pour aînés, particulièrement celles en milieux ruraux, pour l'obtention et le maintien de la certification;
- Que le délai d'avis de six mois lors de la fermeture d'une résidence privée pour personnes âgées soit exigé et respecté;
- Que la régie du logement soit mieux adapté aux personnes âgées, vulnérables et en perte d'autonomie;
- Un dédommagement pour le loyer et les autres frais liés au déménagement ainsi que pour les dommages moraux subis aux résidents aînés qui ont dû quitter avant le délai d'avis;
- Davantage de logements sociaux et adaptés pour les personnes aînées.

Pour améliorer le support financier des plus petites résidences privées pour aînés (RPA) et favoriser leur survie, le cabinet de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants a travaillé de concert avec le cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation dans la présentation du projet de loi 16.

Ce projet de loi prévoit notamment aux municipalités de soutenir financièrement les propriétaires de RPA. Le montant accordé par une municipalité à même son budget à une RPA pourrait donc atteindre 250 000\$. Le MAMH offre donc désormais la possibilité que des municipalités subventionnent des RPA de leur territoire afin de diminuer le nombre de fermetures. Le gouvernement a annoncé le 10 juillet 2019 une

bonification importante du programme existant d'aide financière pour l'installation du système de gicleurs. La date limite a été repoussée de 2 ans, ils ont accès au financement à court terme et le montant par unité a été revu à la hausse. De plus les ressources intermédiaires et les places d'hébergement en organisme à but non lucratif sont maintenant admissibles au programme.

Dans les démarches obligatoires à effectuer lors d'une fermeture de RPA, il y a celle d'aviser l'établissement dans un délai de six mois, dans le cas contraire, l'exploitant pourrait avoir une amende. C'est La loi sur la Régie du logement qui régit les baux des résidences privées pour aînés et il est le même pour tous les locataires selon la durée du bail. Ce dernier est long et complexe, la mise en place d'un bail simplifié pour les aînés est en élaboration au cabinet de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

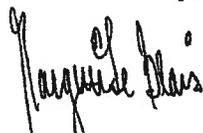
Les Centres d'assistance et d'accompagnement aux plaintes (CAAP) offrent dans toutes les régions du Québec un nouveau service d'accompagnement et d'information pour les résidents des RPA. Nous proposons d'élargir la notion à l'aide, sans frais, pour les plaintes au tribunal de la Régie du logement. Notamment le Tribunal offrira aux aînés:

- La possibilité d'offrir aux parties (locataire et locateur) la tenue d'une séance de conciliation à huis clos, sans formalité ni écrit préalables.
- D'être assistée par un tiers de confiance lors d'une audition si son âge ou son état de santé le requiert.
- D'utiliser la visioconférence, ce qui évitera des déplacements.

Plusieurs moyens sont mis en œuvre pour maintenir une offre privée ou communautaire de logements, notamment le crédit d'impôt de maintien à domicile et l'investissement en soutien à domicile. Nous vous informons que 54 projets en Accès logis au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation seront bientôt rendus disponibles par notre gouvernement. C'est 1887 unités de logements abordables que nous allons livrer pour l'usage de clientèle à faible revenu.

Veuillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre responsable,



Marguerite Blais